

Extrait du Les eurodéputés Europe Écologie

<http://europeecologie.eu/Catherine-Greze-interpelle-le>

Catherine Grèze interpelle le Conseil sur la situation des Droits de l'Homme en Colombie



- Vos députés - Catherine Grèze -
Date de mise en ligne : Thursday 21 January 2010

Les eurodéputés Europe Écologie

Le Traité de Lisbonne, mettant en place les postes de "Président permanent du Conseil" (M. Von Rumpuy) et de "Haute Représentante extérieure" (Madame Ashton), pose à la Présidence tournante espagnole le défi de la reconnaissance et de sa visibilité.

Il est donc naturel de voir la Présidence Espagnole établir comme l'une de ses priorités l'amélioration des relations avec le Maghreb voisin et l'Amérique Latine.

Toutefois, de quelle influence parlons-nous ? Il semble en effet que la conception des relations internationales de la Présidence Espagnole laisse peu de place à la démocratie et aux Droits de l'Homme. Ces termes n'apparaissent que superficiellement au sein de son programme écrit.

Le Conseil Européen souhaiterait-il soutenir -à travers des accords de libre-échange- des régimes qui violent constamment les droits de l'Homme ?

Deux pays constituent des exemples particulièrement illustratifs :

Au Pérou, les exactions commises à Bagua constituent une terrible illustration de la manière dont l'Etat collabore avec les multinationales, en confisquant les terres aux populations locales et notamment autochtones, à des fins économiques. Déjà près de 70% du territoire est entre les mains des multinationales et des entreprises minières.

Autre exemple notoire, celui de la Colombie, pays le plus dangereux pour un syndicaliste, au vu des centaines d'assassinats perpétrés chaque année. Tout comme cela a été fait au Sri Lanka, et sur le modèle de l'attitude des Etats-Unis qui ont bloqué les discussions !, la Commission Européenne devrait lancer une enquête sur la situation des droits de l'Homme dans le pays avant de mener à bien les négociations actuelles en vue d'un accord commercial.

Ce fut l'objet d'une intervention de **Catherine Grèze**, le 20 janvier dernier, qui a sous ces termes interpellé le Conseil : "Comptez-vous remettre la question des droits de l'Homme au coeur de la politique extérieure de l'Union ? Rapprocher de cette manière l'Europe de l'Amérique Latine ne constitue en rien un "saut qualitatif"."